

Direction des collectivités et de l'appui territorial  
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme  
et des installations classées  
Références : VM

**Arrêté préfectoral  
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter  
de la SA BRESSOR à GRIEGES**

**La préfète de l'Ain,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2023 autorisant la société BRESSOR à exploiter une installation de transformation de produits laitiers sur son site implanté au 185 route de Pont-de-Veyle à GRIEGES ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 février 2025 relatif au règlement opérationnel du SDIS de l'Ain ;
- VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 août 2024 fixant des délais à la société BRESSOR pour la régularisation de la défense incendie et de confinement des eaux d'extinction de son site de GRIEGES ;
- VU le dossier de Porter à connaissance déposé par la société BRESSOR le 17 juin 2025, présentant une modification des modalités de défense incendie et de confinement des eaux d'extinction pour son site de GRIEGES ;
- VU l'avis du SDIS du 30 juin 2025 ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspectrice de l'environnement en date du 8 juillet 2025 ;
- VU la notification à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU l'absence de réponse de la société BRESSOR suite à cette transmission ;

CONSIDERANT que la modification n'est pas substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 19 octobre 2023 susvisé relatives à la défense incendie du site ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires visant à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 : DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les prescriptions de l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2023 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant respecte les prescriptions applicables des articles 25 et 26 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ou les arrêtés ministériels sectoriels concernant les dispositifs de rétentions et de confinement.

Le site est équipé :

- d'un dispositif d'obturation des eaux pluviales,
- des moyens de collecte des eaux d'extinction.

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est de 2 527 m<sup>3</sup>. Ce volume doit être disponible en tout temps. Il prend en compte les volumes suivants :

- volume issu des eaux d'extinction : 1 200 m<sup>3</sup>,
- réserve sprinkler : 1 000 m<sup>3</sup>,
- eaux de pluie : 207 m<sup>3</sup>,
- volume du local du plus gros contenant : 600 m<sup>3</sup>.

Le dispositif permet le maintien au sec de la voie utilisable par les services d'incendie et de secours et ne dépasse pas une hauteur d'eau supérieure à 20 cm dans les zones de rétention accessibles au secours. L'exploitant est aussi en mesure de justifier de l'étanchéité de ces zones.

L'implantation du dispositif de confinement est conforme à la demande d'implantation validée par le SDIS ».

### **ARTICLE 2. : MOYENS DE PREVENTION ET DE DETECTION CONTRE L'INCENDIE**

Le site est relié à une télésurveillance incendie. En cas de déclenchement ou de défaut sur le système, la télésurveillance appelle à tout moment une liste d'appel, dont les téléphones d'astreinte et de l'encadrement.

Des astreintes permettent de joindre à tout moment l'encadrement ou l'astreinte.

Des systèmes de détection automatique sont installés.

### **ARTICLE 3. : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Les prescriptions de l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2023 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La défense extérieure contre l'incendie est dimensionnée à 1 200 m<sup>3</sup> pour deux heures, suite à une analyse de risque des diverses zones du site. Les locaux pris en compte pour la surface à défendre résultent de l'analyse de risque présentée dans le dossier de Porter à connaissance du 17 juin 2025.

La surface prise en compte est ainsi de 10 744 m<sup>2</sup> sur les 14 770 m<sup>2</sup> du site, répartis de la façon suivante :

- **Bâtiment A :**

- **niveau 0** : 505 m<sup>2</sup> d'activité emballage CDA (Caprice des Angès) et CF (Carré Frais) + 65 m<sup>2</sup> de stockage de cartons associé à cette activité, situés dans le bâtiment AA.

- **Bâtiment B**

- niveau 0 : 567 m<sup>2</sup> de frigos produits alimentaires et stockage cartons non sprinklés ;
- niveau 0 et 1 : 3 269 m<sup>2</sup> d'activité emballage Billes St Môret, Carré Frais et Rambol ;
- niveau 2 : 2 823 m<sup>2</sup> de stockage cartons.

- **Bâtiment C :**

- niveau 0 : 342 m<sup>2</sup> d'activité expédition, 1 049 m<sup>2</sup> de stockage emballages, épices, produits alimentaires (sprinklés),
- niveau 1 : 1 726 m<sup>2</sup> de stockage de produits alimentaires conditionnés (sprinklés) et 398 m<sup>2</sup> de suremballage Apérivrais.

L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés ci-après :

- un système d'extinction automatique d'incendie équipe notamment le bâtiment C et le local technique du sprinklage. Il est adapté aux produits présents. Le volume de la réserve d'eau associé est de 1 000 m<sup>3</sup>,
- un poteau incendie privé à 85 m du bâtiment (120 m<sup>3</sup>/h), prélevant dans la cuve de sprinklage, avec deux réducteurs de pression portables,
- deux sorties au niveau du puits pour le raccordement du SDIS, le débit retenu est de 2 fois 60 m<sup>3</sup>/h, soit 120 m<sup>3</sup>/h,
- trois bornes incendies publiques cumulant en simultanée un débit de 131 m<sup>3</sup>/h :
  - bouche incendie n°019 (DN 100), située route de Pont de Veyle/angle rue du stade à 50 mètres environ de l'entrée du site (débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h),
  - poteau incendie n° 038 (DN 100), situé route de Mâcon à 50 mètres environ de l'entrée arrière du site (débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h),
  - poteau incendie n° 018 (DN 100) situé rue des Clavières/angle de la route de Pont de Veyle à 200 mètres environ de l'entrée du site (débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h).
- une réserve souple de 800 m<sup>3</sup> pour compléter le volume à 1 200 m<sup>3</sup>. Elle est située entre les bâtiments D et E. Quatre aires d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> chacune sont aménagées.
- L'exploitant fait réceptionner par le SDIS **l'ensemble du dispositif avant le 31 décembre 2025.**

L'exploitant respecte les prescriptions permanentes précisées dans l'avis du SDIS en date du 30 juin 2025 susvisé.

Un plan de synthèse opérationnel est transmis au SDIS. Il est conforme au règlement opérationnel du SDIS de l'Ain (mise à jour du 18 février 2025). Il doit permettre une lecture opérationnelle dans l'urgence en vue de guider les premières actions des secours extérieurs. Sa mise à jour doit être régulière et réalisée par l'exploitant.

#### **ARTICLE 4 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 5 : PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de GRIEGES pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au préfet.

Le présent arrêté sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public,

- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée de quatre mois.

#### **ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour d'affichage ou de la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours interrompt les délais susmentionnés.

#### **ARTICLE 7 : EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié:

- à la SA BRESSOR – 185 route de Pont-de-Veyle – 01290 GRIEGES ;
- et dont copie sera adressée :
  - au maire de GRIEGES,
  - au directeur départemental de la protection des populations de l'Ain – Inspection des installations classées.

Fait à Bourg-en-Bresse, le

01 AOUT 2025

Pour la Préfète,  
La sous-préfète, secrétaire générale

  
Virginie GUERIN-ROBINET